

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/09/2022 de l'établissement SOCARNOD implanté En Tarcot 21440 CHANCEAUX, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Périmètre autorisé - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005 article : 2 - délai : 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Plan d'évolution - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005 article : 41
- nom : Bornage - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005 article : 13
- nom : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 11.5

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 15/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCARNOD**

Chanceaux

Références : 2022-482  
Code AIOT : 0005400083

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement SOCARNOD implanté En Tarcot 21440 CHANCEAUX. L'inspection a été annoncée le 05/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCARNOD
- En Tarcot 21440 CHANCEAUX
- Code AIOT : 0005400083
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Chanceaux est une carrière de pierre marbrière dont le renouvellement avec extension a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 juillet 2005. Initialement délivrée à l'entreprise SOTARCOT, l'autorisation a été transférée en 2015 à la société SOCARNOD suite à la dissolution sans liquidation de la première société.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets
- Déchets et biodiv. carrières

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|---|-----------------------|
| 5  | Périmètre autorisé | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2 | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 12 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2  | Plan d'évolution                                       | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 41   | /  | Sans objet        |
| 7  | Bornage  | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 13   | /  | Sans objet        |
| 14 | Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Phasages  | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 22.3         | /  | Sans objet        |
| 3  | Garanties financières   | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 8.1          | /  | Sans objet        |
| 4  | Remblayage  | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 25.3         | /  | Sans objet        |
| 6  | Modalités de remise en état   | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 25.2         | /  | Sans objet        |
| 8  | Clôture et barrières  | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 15           | /  | Sans objet        |
| 9  | Distances limites et zones de protection                                  | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 19           | /  | Sans objet        |
| 10 | Technique de décapage   | Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 21.1         | /  | Sans objet        |
| 11 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 12 | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | /  | Sans objet        |
| 13 | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien          | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | /  | Sans objet        |
| 15 | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation                      | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est plus en activité depuis 2018 et l'essentiel de la remise en état a été réalisé. Le site doit encore faire l'objet d'une procédure de cessation d'activité selon les dernières dispositions en vigueur. L'exploitant envisage aussi bien la possibilité de restituer le site à l'usage prairial/forestier prévu que la possibilité de mener à terme une procédure de modification des conditions de remise en état. Les derniers travaux de remise en état doivent être réalisés une fois l'option définitive retenue. Les constats faits lors de l'inspection doivent permettre à l'exploitant de progresser dans l'exécution de la procédure de cessation d'activité (plan topographique, exploitation hors périmètre autorisé, bornage, stockages de terre végétale).

Par ailleurs, à l'entrée du site, il a été constaté que la parcelle ZT n°13 a été décapée et utilisée (base vie, merlons de terre) à l'extérieur du périmètre autorisé sur environ 8000 m². Cette situation doit être régularisée, soit en portant la modification à la connaissance du préfet, soit par la remise en état des terrain dans le cadre de la procédure de cessation d'activité en cours de préparation par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Phasages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 22.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Phasages  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation se déroule suivant le plan annexé (annexe 2) en 4 phases quinquennales et une phase biennale successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.                         |
| <b>Constats :</b> Le gisement n'étant pas de bonne qualité, l'exploitant a mis un terme à l'exploitation de façon anticipée.<br>L'exploitant déclare que l'activité a été arrêtée en 2018 et que les travaux de remise en état ont eu lieu jusque fin 2021. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Plan d'évolution

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 41   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'évolution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li><li>- la position des fronts,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>- les zones remises en état,</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courrier du 30 août 2022, un plan topographique daté du 21 décembre 2010. L'inspection disposait déjà d'un plan topographique daté du 29 mai 2015. Des différences importantes existent entre le plan de 2015 et la réalité du terrain.<br><b>NON-CONFORMITE:</b> Le plan n'a pas été mis à jour à une fréquence annuelle. Une mise à jour du plan doit être réalisée une fois les derniers travaux de remise en état finalisés en vue de servir de support à la procédure de cessation d'activité.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 8.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>0 à 5 ans 100 525, 95 € TTC</li><li>5 ans à 10 ans 107 948, 28 € TTC</li><li>10 ans à 15 ans 107 948, 28 € TTC</li><li>15 ans à 20 ans 106 638, 81 € TTC</li><li>20 ans à 22 ans 80 693, 36 € TTC</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Le dernier acte de cautionnement dont l'inspection dispose garantit un montant de 174 710 € jusqu'au 31 décembre 2025. Les garanties financières devront rester constituées jusqu'à ce que la procédure de cessation d'activité soit conduite à son terme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 4 : Remblayage**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 25.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le remblayage du site est réalisé avec les déchets d'exploitation. Le remblayage par des matériaux extérieurs se fait uniquement lorsque l'ensemble des matériaux du site est épuisé.<br>Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes au sens du guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP ; il ne doit pas nuire à la qualité des eaux de la nappe et présenter des caractéristiques de perméabilité permettant le maintien du comportement hydrodynamique d'écoulement des eaux. L'utilisation de terres et limons en fond de fouille est proscrite. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas avoir eu recours à des matériaux extérieurs pour le remblayage du site.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 5 : Périmètre autorisé**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Description des installations  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement d'une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 15ha 04a 90ca sur un gisement exploitable de 82 500 tonnes (annexe 1).<br>Parcelles Section ZT n°13pp, n°14 et Section D n°449pp<br>La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état.   |
| <b>Constats :</b> NON-CONFORMITE MAJEURE: D'après le plan topographique du 29 mai 2015, à l'entrée du site, la parcelle ZT n°13 a été décapée et utilisée (base vie, merlons de terre) à l'extérieur du périmètre autorisé sur environ 8000 m <sup>2</sup> . Cette partie doit être remise en état, conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994, au même titre que l'emprise du périmètre autorisé. En particulier, afin que l'attestation de conformité des travaux de réhabilitation (ATTES TRAVAUX) prévue à l'article R. 512-39-3-III puisse être délivrée, l'usage futur devra être déterminé selon les modalités définies à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement lors de la cessation d'activité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois   |

## N° 6 : Modalités de remise en état

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 25.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets d'exploitation et stériles de découverte sont disposés en fond de fouille (les plus gros blocs au fond puis les matériaux moins grossiers). L'ensemble est compacté et nivelé.</li> <li>• La terre végétale, sur une épaisseur de 0,3 m est régalée sur le remblai.</li> </ul> <p>Les parcelles n° 13 et 14 section ZT sont restituées en une zone cultivée. La parcelle n° 449 section D est reboisée. Les essences à mettre en place et la densité sont définies en accord avec l'ONF.</p> <p>En fin d'exploitation, l'ensemble de l'emprise doit être nettoyé, les installations démontées et évacuées.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> La cessation d'activité du site n'a pas encore été notifiée. La procédure de cessation d'activité doit se dérouler selon les dispositions en vigueur depuis le 1er juin 2022 avec la délivrance d'attestations par des entreprises certifiées (articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement). Seule la transmission au préfet de l'attestation de conformité des travaux de remise en état permet de considérer la procédure de cessation d'activité comme réputée achevée, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.</p> <p>Au jour de l'inspection, le site a été remblayé avec les déchets d'exploitation et les stériles de découverte. Le sol est caillouteux, la terre végétale n'a pas encore été régalée et est conservée en merlons sur la périphérie du site. L'emprise est propre, il n'a pas été vu d'installation encore en place. L'exploitant attend l'issue d'une demande de modification des conditions de remise en état avant de finaliser les travaux de remise en état.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Bornage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Les bornes sont localisées sur le plan topographique du 29 mai 2015.</p> <p>NON CONFORMITE : Le jour de l'inspection, il n'a pas été possible de retrouver les bornes. Par courriel du 01/10/2022, l'exploitant déclare avoir retrouvé trois bornes, photos à l'appui, tandis que trois autres semblent avoir été arrachées par des travaux agricoles. Les bornes ne sont pas demeurées en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



## N° 8 : Clôture et barrières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. |
| <b>Constats :</b> Des merlons de terre ont été constitués en périphérie du site pour former un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules.<br>En l'absence d'exploitation et en l'absence de zones dangereuses, aucune signalisation n'est présente aux abords de la carrière.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 9 : Distances limites et zones de protection

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances limites et zones de protection  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place. En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée. |
| <b>Constats :</b> La fouille a été remblayée, il ne persiste pas d'excavation susceptible de nuire à la stabilité des terrains voisins.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 10 : Technique de décapage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 21.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Technique de décapage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.<br><br>Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère des stériles.<br><br>Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation. Le stockage des stériles ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 4 m. |
| <b>Constats :</b> Les terres sont stockées en merlons d'une hauteur de l'ordre de 2 m sur la périphérie du site. Un stockage de terre est également présent à l'angle nord-ouest du site. Les stériles ont été utilisés pour remblayer la fouille.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 11 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.<br/> On entend par zone de stockage :<br/> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br/> Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br/> On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br/> Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Les déchets d'extraction vus sur site sont :<br/> - la terre végétale ;<br/> - les stériles d'extraction.</p> <p>Les zones de stockage de déchets d'extraction vues sur site sont:<br/> - le merlon périphérique constitué de terres végétales;<br/> - le stockage de terres végétales à l'angle nord-ouest.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 12 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Les stocks de terre végétale ne présentent pas de risque de perte d'intégrité.<br/> Il n'a pas été identifié, au cours de la visite, d'installation de catégorie A au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 13 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| <b>Constats :</b> Les stocks de terre végétale ne présentent pas de problème de stabilité physique ou de pollution.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 14 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.   |
| <b>Constats :</b> NON-CONFORMITE: L'exploitant n'assure pas de suivi des quantités et des caractéristiques des stocks de terre végétale.<br>L'exploitant estime qu'il ne dispose pas de suffisamment de stocks de terre pour pouvoir procéder au régalage sur l'ensemble de l'emprise. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 15 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| <b>Constats :</b> Les merlons de terre végétale sont identifiés sur le plan topographique du 29 mai 2015.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |